

Le Burundi au centre des discussions sur les droits de l'Homme à Genève

RFI, 23-03-2016 Mardi, 3 Mars, Genève, s'est tenue une réunion du Conseil des droits de l'homme de l'ONU consacrée au Burundi plongé dans une grave crise depuis bientôt un an. La première partie de la journée a été consacrée à la lecture d'une note verbale au nom des trois experts indépendants mandatés par l'ONU pour enquêter sur les violations des droits de l'homme suite à leur visite sur place au début du mois.

S'en est suivie une « discussion interactive » au cours de laquelle le gouvernement burundais, des ONG de défense des droits de l'homme ainsi que les pays membres du Conseil des droits de l'homme ont exprimé leurs points de vue. C'est d'abord le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme qui a pris la parole. Il a rappelé les cas d'emprisonnement arbitraire, de torture ou de disparition forcée documentés par les Nations unies, en insistant sur certains cas. Cécile Pouilly est son porte-parole : « Il est revenu notamment sur l'arrestation de seize membres dirigeants du parti d'opposition FNL. Il a aussi parlé de l'arrestation le 9 mars de l'une des dernières figures qui étaient encore présentes dans le pays, et il a insisté sur la situation de Marie-Claudette Kwizera. Celle-ci a disparu le 10 décembre 2015 ». Marie-Claudette Kwizera était trésorière de la ligue Iteka, membre burundais de la ligue des droits de l'homme. Au cours des discussions qui ont suivi, le ministre burundais des Droits de l'homme s'est félicité de l'apaisement de la situation sécuritaire mais il en a profité pour dénoncer les « manipulations médiatiques » organisées selon lui par l'opposition. « Le gouvernement du Burundi déplore le fait que des irresponsables guidés par la course vers le pouvoir et servant des intérêts idéologiques étrangers ont emprunté des voies tordues de mensonges et de calomnies, accompagnées par la fabrication de preuves sur le terrain, en fauchant malheureusement des vies humaines. En effet, trafiquer des uniformes de la police et de l'armée, enlever un paisible citoyen et alerter le monde qu'il est entre les mains de la police burundaise, le tuer pendant la nuit, mutiler son cadavre et le jeter dans la rue, prendre des images et les propager sur les réseaux sociaux, tout en jetant le tort sur les forces de sécurité était devenu le quotidien obscur et malheureux des Burundais », a-t-il déclaré. « Quel avantage à salir mon pays ? » Des propos ont fait bondir Pierre-Claver Mbonimpa, défenseur des droits de l'homme burundais, présent dans la salle. Si Pierre-Claver Mbonimpa vit aujourd'hui en exil, c'est qu'il a échappé de justesse à une double tentative d'assassinat. Les balles qui ont traversé sa mâchoire ont entamé ses capacités respiratoires et vocales mais cela ne l'a pas empêché d'interpeller directement le ministre. « Franchement, moi, je suis burundais : quel avantage à salir mon pays ? Moi, je suis défenseur des droits de l'homme, je suis homme de terrain. [à l'attention du ministre] Ce sont les cadavres que nous avons observés nous-mêmes, nous avons même leurs noms, des photos. Monsieur le Ministre, si vous trouvez un seul nom d'une seule personne qui existe encore, je dirai que nous avons menti dans nos rapports », a insisté Pierre-Claver Mbonimpa, d'un voix effectivement diminuée. L'un des trois experts mandatés par l'ONU a fait un compte rendu de la mission préliminaire. Malgré un bilan positif, il a exprimé un sujet d'inquiétude. « Alors que nous quittons le Burundi, nous avons appris que certains des personnes que nous avons rencontrées ont été l'objet de représailles, certaines ont dû quitter le pays. C'est extrêmement troublant. Le gouvernement devrait faire en sorte que ceux qui s'engagent pour collaborer avec la mission, tout comme les autres observateurs, ne fassent pas l'objet de représailles », a stipulé Christof Heyns. Christof Heyns a ensuite demandé aux autorités burundaises d'accepter le déploiement sur le terrain de neuf experts dès le 1er avril pour une période de quatre mois, avant de fixer la date de sa prochaine visite au 13 juin. Si les déclarations des différents membres du Conseil ont révélé des positions plus ou moins favorables au régime de Bujumbura, la plupart ont demandé la reprise rapide du dialogue inclusif. Toutefois, selon une source fiable, il est très peu probable qu'une date soit fixée avant la fin avril.